



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

23-06-2015

La nouvelle économie et le capitalisme

La nouvelle économie du numérique fait l'objet de multiples discours, articles, réunions. Ainsi dans la seule semaine du 7 au 12 juin, Hollande a inauguré à Angers la Cité des objets connectés qui sera mis au service d'entreprises (l'Etat et la région y ont investi chacun 1,5 million d'euros), tandis que le MEDEF y consacrait une réunion de deux jours.

Le numérique est une révolution technologique considérable. Son usage généralisé après 2008 se développe rapidement. Son application est très étendue, elle concerne aussi bien l'industrie, le bâtiment, l'agriculture, les services, l'accès à la connaissance, la santé, la culture. Sa croissance aura des effets notables

Ce pourrait être un facteur extraordinaire pour faire progresser la satisfaction des besoins de l'humanité.

Tout l'enjeu est de maîtriser l'usage de cette nouvelle technologie. La question est d'importance. Quelles vont être les conséquences de ce nouveau développement des sciences et des techniques dans le cadre d'une économie capitaliste ? En premier une exigence de rentabilité pour les actionnaires. Si cet objectif n'est pas atteint le capitalisme n'investira pas ou peu.

Deux exemples :

Le PDG de Twitter vient de démissionner. En réalité il a été viré. En effet malgré le succès –plus de 300 millions d'abonnés- Twitter n'a

procuré aucun dividende depuis sa création. Inadmissible pour les actionnaires.

Les géants de l'électronique japonais Fujifilm, Sony, Toshiba, producteurs de composants pour cette économie numérique se reconvertissent dans la santé.

Le journal « les Echos » du 15 juin titre : *Les marchés préfèrent les dividendes à l'investissement.* Et il ajoute un commentaire d'analystes de l'institution financière Citi de New-York : *aujourd'hui le marché veut des cash cows.* (Vaches à lait)

Il n'en reste pas moins que cette économie est appelée à se développer à partir de la concurrence que se livrent les divers groupes capitalistes.

Avec quelles conséquences économiques et sociales ?

Une étude d'Oxford publiée en 2013 prévoit la disparition d'un emploi sur deux. Pour un certain nombre d'économistes les suppressions d'emplois dans la « vieille économie » seront supérieures aux créations dans la nouvelle. Au vu des chiffres du chômage en France et partout dans le monde c'est une information à prendre au sérieux.

De plus les emplois créés dans cette nouvelle économie seront pour la plus grande part des emplois peu qualifiés. Sans vouloir dévaloriser le travail des chauffeurs d'UberPOP ou des manutentionnaires d'Amazon il n'est pas nécessaire d'avoir une grande qualification pour conduire une voiture ou faire des paquets.

Avec comme première conséquence la baisse du coût de la force de travail. Pour les conducteurs d'Uber payés à la course pour les salariés d'Amazon pour la plupart précaires. Il en est de même dans toutes ces nouvelles entreprises qui voient le jour comme Blablacar (co-voiturage) ou Airbnb (réservation de chambres d'hôtels).

Les adeptes de cette économie nous disent qu'elle fait faire des économies aux consommateurs, que le coût d'un trajet en co-voiturage est moins cher qu'un billet de train. Sans doute dans l'immédiat. Mais sur le long terme ?

Quelles conséquences pour la protection sociale, les conditions de travail, la syndicalisation dans ce travail éclaté ?

Prenons l'exemple de Blablacar. Ses investissements sont minimes. Quelles que soient les tablettes ou smartphones, 300 salariés, quelques bureaux. Mais surtout ce sont les conducteurs qui fournissent leurs véhicules, pas de salaires et donc pas de cotisations sociales à verser pour l'entreprise. Qui elle récupère 90 centimes par transaction et 10% du prix de la course. Une vraie machine à profit.

A terme avec le développement de tels services c'est l'ensemble de la protection sociale qui est remise en cause. Déjà mal en point avec le chômage, les réductions de cotisations sociales du patronat décidées par les gouvernements successifs, ces nouvelles pratiques risquent de lui porter un nouveau coup sévère.

Samedi 13 juin sur France Inter deux économistes s'interrogeaient sur l'avenir de la protection sociale et concluaient en disant : *il va falloir la réinventer*. Le capitalisme à une solution. Les assurances pour la santé, les fonds de pensions pour la retraite. Versé par ceux qui en auront les moyens pour s'assurer une protection suffisante. Pour les autres...

Que devient alors le gain sur un parcours effectué en co-voiturage ? Une question à réfléchir pour chacun et pour tous.

D'autant que cela a des répercussions partout. Pour répondre à sa perte d'usagers suite à ces pratiques de co-voiturage, la SNCF lance cet été des « TGV low cost » qui ne couvriront pas le coût réel du transport.

Avec la loi Macron qui ouvre le transport par bus sur tout le territoire, la SNCF lance en grand sa filiale IDBUS qui va cannibaliser ses propres lignes de chemin de fer, alors que le rapport Duron vise à supprimer les trains inter-cités. La boucle est bouclée. Au nom de la concurrence c'est le blocage des salaires des cheminots, de leur statut. A terme la liquidation de la SNCF comme entreprise nationale assurant le transport sur l'ensemble du territoire

Les chauffeurs de taxis manifestent contre la présence de plus en plus massive d'Uber qui lui fait une concurrence déloyale sans que

le gouvernement réagisse. Ils ont raison mais le capitalisme ne pratiquera jamais une concurrence loyale. Leur concurrence c'est le gros qui mange le petit pour augmenter ses parts de marché et engranger plus de profits.

Ce travail éclaté, précaire qui se développe à grande vitesse (86% des nouveaux contrats de travail sont des CDD), les contrats dits de chantier plaçant les travailleurs seuls en face du patronat ne vont pas favoriser la syndicalisation dans les entreprises. Une aubaine supplémentaire pour exploiter encore d'avantage les travailleurs.

Comme tous les progrès scientifiques et techniques, cette nouvelle économie peut faire progresser la satisfaction des besoins de l'humanité. Le capitalisme n'est pas là pour cela. Il n'existe que pour le profit.

Raison de plus pour le combattre, l'abolir et pour le remplacer par une société au service des hommes, le socialisme.